

Le procureur Prêtre s'érige en père fouettard contre ceux qui refusent l'invasion



Liberté d'expression ! Liberté ! Nul ne conteste le mot liberté et tout ce que cela implique. Le souci est que suivant que vous êtes de gauche libérale-libertaire ou de droite socialo-libérale, voire d'extrême gauche fascisante ou de la droite nationale, nous n'avons pas la même conception de la liberté.

Pour nous, qui sommes de la droite nationale, même si elle est éclatée en plusieurs chapelles, notre idée de la liberté d'expression se veut totale, et celle de penser également.

Loin des discours des gauchistes antifas et autres socialo-fascisants qui n'imaginent qu'une seule forme de liberté, la leur, celle de détruire les symboles qu'ils exècrent et celle d'interdire la libre expression de ceux qui ne partagent pas leurs opinions !

Nous sommes dans un moment où les mots n'ont plus de sens lorsque l'on constate qu'un procureur de France, pays des droits de l'homme paraît-il, s'autorise à menacer des commerçants qui laissent sur leurs comptoirs, dans des bacs, un journal à diffusion libre, un journal gratuit, mais une littérature qui ne convient pas à ce procureur de la République, Jean-Michel Prêtre. Cet homme, ce Prêtre qui porte si mal son nom, sauf si c'est pour l'Église de la bien-pensance, devrait avoir comme souci premier la défense des libertés citoyennes, l'équité, le respect de la libre expression. Il décide du haut de sa chaise, à partir de son bureau, de menacer des citoyens qu'il considère comme étant des coupables à mettre au cachot, à bannir et pourquoi pas à fusiller socialement. Il a pris l'initiative, il a décidé, il estime que, etc.

« J'ai pris l'initiative de lancer une enquête confiée à la brigade de recherches de Menton car ce journal est un brûlot qui est fait dans un style excessivement polémique (Que pense-t-il de Charlie Hebdo ?), avec des attaques ad hominem et des qualificatifs injurieux », a-t-il précisé. « Cela se traduira vraisemblablement par des poursuites non seulement à l'égard de l'éventuel directeur de la publication mais aussi des agents de distribution, qui sont des commerces situés entre Tende et Libre ! »



Ce procureur rêverait-il d'une communication bisounours ? De gentils simplistes jouant aux billes dans une cour de récréation politique, se heurtant seulement pour une distribution de bonbons et de gâteaux sous l'œil courroucé du maître d'école !

Elle ne vous fait pas vomir cette France des procureurs de la justice Française ? Des procureurs qui enclenchent des dépenses, des sommes considérables pour faire des enquêtes sur de tels sujets sociétaux si ce n'est politiques, et qui relèvent tout bonnement de la liberté d'expression, et au fond, n'engagent que ceux qui lisent ces journaux. N'est-ce pas la preuve que ces procureurs pensent que les Français ne sont que d'indécrottables imbéciles, incapables de faire la part des choses ? Qu'ils sont tellement idiots et dans l'impossibilité de comprendre ce qu'ils lisent ? Pire, qu'ils pourraient être défavorablement influencés comme des gamins ? Ces procureurs infantilisent les citoyens au maximum. Pire, ils se targuent quelque part d'être des tuteurs pour des Français handicapés mentaux. Je pense qu'en fait ils savent très bien ce qu'ils font ! C'est bien là que se trouve la gravité du propos.

La justice est le fer de lance d'une bataille contre la liberté d'expression, avec des outils votés par nos élites

politiques inconscientes ou traîtres aux intérêts des Français.

Ce sont bien dans les fourneaux de l'Assemblée nationale qu'ont été forgées les armes pour abattre les libertés et celle de la liberté d'expression. Il y a dans ce régime politique des **Robespierre** et des **Carrier** en herbe qui ont compris que le temps de la guillotine ne pouvait pas revenir. Il est bien plus simple d'organiser une exécution sociale à la manière de notre ami **Sébastien Jallamion**.

La Liberté ne se partage pas. Elle se défend bec et ongles.

Aujourd'hui, les observateurs de la vie politique peuvent réaliser que nous avons changé de République. Nous pouvons regretter cette imparfaite République des années 70/80 où des **Coluche**, **Desproges** pouvaient encore s'exprimer. « Il est inutile d'en changer l'appellation », ont dû penser nos dirigeants, il suffisait de faire des députés, de bons soldats au service d'une dictature qui ne dit pas encore son nom, et sous l'œil de journalistes qui ont fait semblant de ne rien voir... pour les plus futés.

Les autres, ceux qui sont droits dans leurs bottes, comme les **Eric Zemmour**, **Ivan Rioufol** et autres **Natacha Polony**, **Robert Ménard**, et **Pierre Cassen**, sont dans le collimateur. Ils paient déjà très cher leur courage de se battre contre cette privatisation de l'information au service de Bruxelles, pour défendre la Liberté d'expression contre cette dictature qui agit en silence.

Gérard Brazon ([Libre Expression](#))